

L'enracinement dans la capitale et sa région

Marc Vallières

Number 72, Winter 2003

L'Université Laval : phare du fait français d'Amérique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7426ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vallières, M. (2003). L'enracinement dans la capitale et sa région. *Cap-aux-Diamants*, (72), 27–31.

L'ENRACINEMENT DANS LA CAPITALE ET SA RÉGION

PAR MARC VALLIÈRES

Au moment de la fondation et de l'ouverture de l'Université Laval dans les années 1850, la ville de Québec atteint à peine 50 000 habitants. Son économie dépend essentiellement de son port, principalement du commerce d'exportation du bois équarri vers la Grande-Bretagne et de l'industrie de la construction navale. De 1851 à 1855 et de 1859 à 1865, Québec accueille la capitale itinérante de la province du Canada avant son installation définitive à Ottawa, puis la capitale d'une petite administration provinciale à compter de 1867 et abrite dans sa place fortifiée jusqu'en 1870 un important contingent de l'armée britannique. Pourtant, lors la construction de ses premiers édifices sur des terrains du Séminaire à un coût d'environ 250 000 \$, la nouvelle université avait vu grand : elle comptait sur son statut «provincial» pour drainer la clientèle étudiante montréalaise et pour produire des revenus capables de soutenir ses dépenses. Elle cherche d'ailleurs à préserver ses ambitions de rester la seule université catholique provinciale devant les velléités autonomistes montréalaises. Cette prétention doit affronter une réalité économique et démographique qui se confirme dans les années 1870 et qui s'accroît encore dans les décennies suivantes. Pendant que Québec voit son commerce du bois décliner irrémédiablement, le chemin de fer tarder à la rejoindre, la construction navale en bois s'effondrer et son industrialisation naissante mal supporter la crise des années 1870, Montréal acquiert une position de plus en plus prédominante dans l'économie québécoise et canadienne, comme port d'importation, nœud ferroviaire transcontinental bien intégré à son port, ville fortement industrialisée et métropole financière et commerciale du Canada. Sa population reflète cette importance, elle passe de moins de 60 000 dans les années 1850 à plus de 260 000 en 1901 et 360 000 pour l'île de Montréal, alors que Québec stagne encore sous la barre des 70 000 en 1901.

Après une dizaine d'années d'existence, la jeune Université Laval compte à peine 70 étudiants inscrits essentiellement aux facultés de médecine et de droit, avec moins d'une



POUSSONS A LA ROUE! POUR LAVAL, POUR LES NOTRES



LAVAL, foyer de lumière, représente pour notre jeunesse étudiante la roue de fortune intellectuelle et morale qui conduit aux sommets! C'est à Laval que nous sommes redevables de la formation d'un grand nombre de Canadiens en vue dans la hiérarchie ecclésiastique, civile et sociale, d'hommes de talent qui ont fait leur marque dans les Sciences, les Lettres et les Arts—dans l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, la Finance.

C'est de Laval que sortent les chefs d'industrie, les experts, les techniciens qui président à la reconstruction économique du Canada, à la transformation au pays des richesses du pays par les gens du pays, plutôt que d'en abandonner le plus gros part des profits à l'étranger.

La Science et l'Industrie doivent marcher de pair; c'est une des conditions de notre bon épanouissement—c'est la leçon expérimentale de la grande guerre. Le Canada s'est montré supérieur à la tâche que lui avaient assignée les nations alliées. Nous en sommes fiers. Il importe que, dans les lettres postiques d'agrégation, nous conservions notre réputation mondiale de nation progressive.

Il faut pour cela élargir le programme de notre enseignement supérieur, créer des chaires nouvelles, agrandir nos laboratoires de Sciences appliquées, compléter le matériel existant; il faut, en un mot, que nos étudiants puissent recevoir chez nous l'instruction théorique et pratique indispensable aujourd'hui au succès dans le monde des affaires.

C'est là, en résumé, le but pratique, but éminemment national, que vient les maîtres de l'enseignement de notre Université Française de Québec, sans autre ambition que de voir les nôtres occuper les premières places dans tous les domaines ouverts à notre activité et à notre esprit d'initiative.

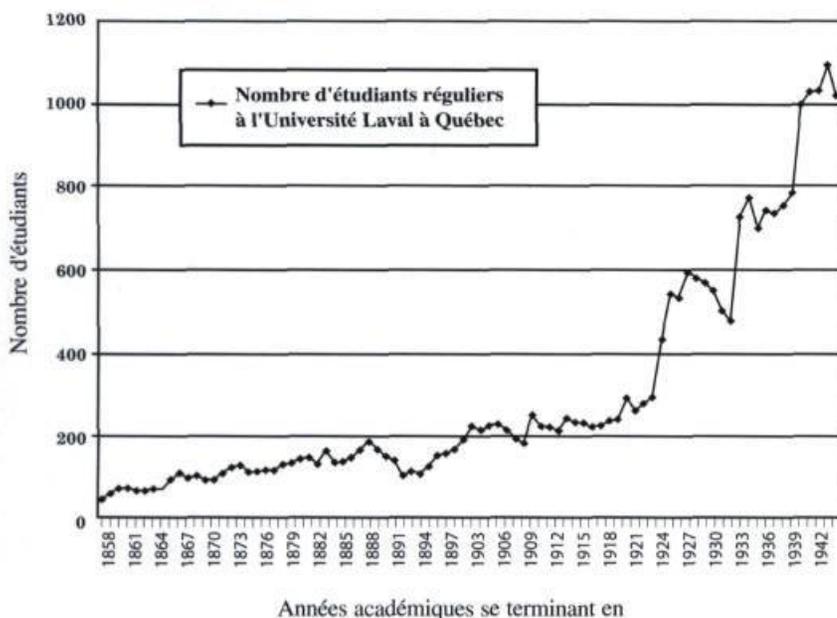
Faisons notre part, Laval est en droit d'attendre de la génération actuelle le capital nécessaire à l'accomplissement de la noble tâche qu'elle assume avec un dévouement inlassable, de former notre jeunesse étudiante, de la préparer intellectuellement et moralement à participer de plus en plus à la direction effective de nos destinées nationales. **POUSSONS A LA ROUE!** Souscrivez généreusement à l'Aide à Laval, dans l'intérêt des nôtres, pour le plus grand bien du pays!

L'AIDE A LAVAL

dizaine d'étudiants en pharmacie et quelques autres aux arts. La croissance très lente des clientèles étudiantes pendant les premiers 50 ans de l'Université Laval (graphique 1) s'inscrit dans le contexte du développement ralenti de la ville et de l'absence d'ouverture à des enseignements professionnels et scientifiques. L'aire de recrutement des étudiants se limite à la ville, à l'est et à une partie du centre du Québec, même avant la fondation de la succursale de Montréal. Les retombées sur la ville sont négligeables dans la mesure où les salaires versés aux professeurs ne constituent qu'un revenu d'appoint, d'entre 400 et

Document publicitaire paru dans les journaux lors de la campagne de souscription de 1948. (Division des archives de l'Université Laval).

Estimation du nombre d'étudiants à l'Université Laval à Québec, inscrits dans les disciplines de niveau universitaire, 1857-1858 à 1942-1943.

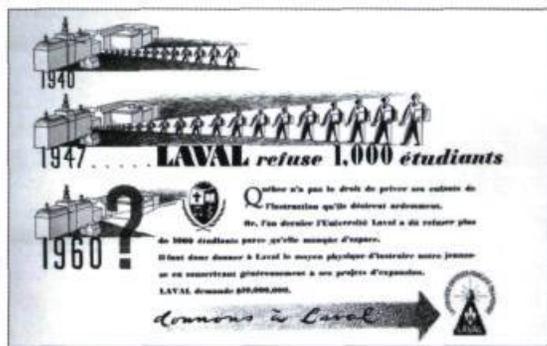


1 200 \$ par année, pour des médecins praticiens ou pour des juristes, politiciens ou administrateurs publics en exercice, et d'environ 100 \$ pour les membres du clergé déjà à la charge de l'Église. Jean Hamelin rapporte (p. 99-100) qu'en 1891, les recettes des droits de scolarité, des pensions et des diplômes atteignent 9 232 \$ contre des dépenses de 18 443 \$ et que cette situation fortement déficitaire persiste depuis la fondation de l'université. De 1852 à 1892, pour l'Université Laval à Québec seulement, le Séminaire aurait dépensé 1 136 800 \$, soit 28 400 \$ par année en moyenne incluant les immobilisations, contre des revenus de 296 300 \$, soit 7 400 \$ annuellement, laissant un déficit accumulé de 840 500 \$ ou 21 000 \$ à financer sur les ressources propres du Séminaire. Avec cette donne, les réticences du Séminaire au développement, sans un appui extérieur, de nouveaux enseignements peuvent se comprendre.

Les premières décennies du XX^e siècle voient une implication grandissante du milieu dans le développement de l'université. Lors du cinquantenaire fêté en 1902, un comité des finances recueille parmi les anciens et des membres des élites professionnelles et commerciales de Québec, ainsi que du gouvernement provincial et d'institutions financières et municipales de la ville, un cadeau de 100 000 \$ offert à l'université. Le syndicat financier de l'université, créé en 1887, aura le mandat de gérer ces fonds et d'en remettre les revenus au Séminaire. Bien que timide, cet effort constitue une amorce d'implication

du milieu dans une université qui connaît une faible augmentation de ses clientèles étudiantes en dépit d'un développement industriel significatif de Québec et d'une croissance de sa population de 70 000 en 1900 à près de 100 000 en 1921. La capacité d'accueil des locaux de l'université paraît limitée et l'ajout, en 1913, d'un pavillon des facultés pour faciliter l'intégration des écoles d'arpentage (1907) et forestière (1910), fusionnées en 1919 dans l'École d'arpentage et de génie forestier. Pour une première fois, le gouvernement provincial contribue au financement de ces écoles par une subvention annuelle de 7 500 \$ au début des années 1910 et haussée à 13 000 \$ à la fin de cette décennie, versée au syndicat financier qui la transmet au Séminaire. L'expansion des enseignements scientifiques et professionnels à l'université passe dorénavant par un partenariat financier entre le Séminaire, le gouvernement provincial et des contributions des élites de la ville. Georges Garneau (fils de Pierre Garneau, commerçant, homme politique et ministre provincial) lui-même ingénieur diplômé de l'École polytechnique de Montréal, commerçant aussi, chargé d'un cours de chimie depuis 1904 à l'Université Laval, promoteur des intérêts industriels de Québec, maire de la ville de 1906 à 1910, représente bien les efforts d'une communauté pour lancer ces études. Ses relations au sein du clergé et les appuis financiers qu'il parvient à mobiliser feront graduellement fondre les résistances.

Cette expansion des enseignements impose une localisation des nouvelles écoles et facultés à créer hors des murs du Séminaire. Même s'il demeure difficile de les préciser, l'Église de la ville n'est pas sans ressources. Héritière de grandes seigneuries sur le territoire urbain de Québec, elle devient un agent foncier habile disposant de sommes rapidement mobilisables pour le développement des institutions qu'elle patronne. L'archevêché et les nombreuses communautés religieuses



Document promotionnel pour la campagne de souscription de 1960. (Division des archives de l'Université Laval).

font l'acquisition de vastes blocs de propriétés ou en échangeant d'autres. Bien informé, le Séminaire s'insère à la fin de 1918 comme créancier dans les transactions sur une vaste propriété d'un promoteur foncier en difficulté, la Dandurand Land Co., sise aux limites de Québec et de Sainte-Foy, au nord du chemin Sainte-Foy. En 1920, elle devient pour environ 50 000 \$ propriétaire de ce vaste terrain, au moment même où la succursale montréalaise de l'Université Laval s'émancipe de la tutelle lavalloise et que les deux nouvelles universités deviennent plus libres de créer de nouvelles facultés et écoles et de lancer des campagnes de financement.

La souscription de «Aide à Laval», tenue en octobre 1920, fournit l'occasion aux laïcs de Québec, dont plusieurs, notamment l'industriel Georges-Élie Amyot de la Dominion Corset, tentaient déjà dans le syndicat financier d'ouvrir le cadenas budgétaire du Séminaire, et d'introduire des fonds nouveaux pour l'ouverture de l'université à des enseignements scientifiques. Le succès quasi inespéré de la campagne qui ajoute environ 1,5 million de dollars au million fourni par le gouvernement provincial confirme la volonté du milieu, mais heurte de front les clercs les plus conservateurs incapables d'accepter que ce milieu participe plus directement aux décisions. Au cours d'éruptions occasionnelles dans la presse, animées par Jules Dorion de l'*Action catholique*, les tensions entre le syndicat financier et le Séminaire apparaissent sur la place publique et placent dans l'eau chaude un épiscopat contraint à trouver des accommodements pour calmer les esprits. Malgré ces perturbations, la fondation de l'École de chimie va de l'avant et la construction de 1923 à 1925 d'un édifice pour la loger sur la terrasse Dandurand, à un coût de près de 400 000 \$, concrétise un déplacement hors de l'étai du Vieux-Québec et une augmentation des clientèles étudiantes qui doublent pendant les années 1920 et à nouveau pendant les années 1930. De plus, les partenaires de la souscription de 1920 maintiennent la pression : ainsi William Price en 1921 avait donné un capital de 25 000 \$ pour des bourses en sciences et Georges-Élie Amyot qui avait retiré sa souscription de 25 000 \$ en 1920 en raison du conflit en ajoute 75 000 \$ de plus en 1925 pour une chaire d'enseignement en chimie occupée par Georges Garneau. La nouvelle école constitue le noyau fondateur de la Faculté des sciences créée en 1937, auquel se joint une École des mines fondée en 1938, grâce à une subvention annuelle de 100 000 \$ consentie par le gouvernement provincial, et installée en 1941 dans un nouvel édifice construit à proximité de l'École de chimie.

**LAVAL
LE REMPART
DE
NOTRE NATIONALITÉ**

Un dernier coup d'épaule !

**Donnons sans compter à Laval,
le rempart de notre nationalité!**

UN dernier appel aux amis de l'Université Laval: à tous ceux qui ont à coeur l'avancement des nôtres, l'avenir de la race canadienne; à tous nos universitaires qui ont bénéficié du haut enseignement de l'Université Laval et apprécient l'importance de son expansion; aux industriels, agriculteurs et commerçants; à tous ceux qui comprennent les inestimables avantages qui résulteront pour le Canada, de la formation au pays, des hommes d'élite qualifiés pour prendre la direction de nos grandes entreprises, présider à l'exploitation de nos richesses forestières, minières; organiser nos industries en vue de la transformation au Canada de nos matières premières par nos artisans et ouvriers, sous la direction d'experts formés par notre Université Laval; à tous, nous demandons de contribuer largement au fonds de l'Aide à Laval.

Avec Monseigneur François Pelletier, nous espérons que "toute notre population comprendra à quel point cette question (de l'aide au développement universitaire) importe à sa vie, à son prestige, à son influence, parmi les autres races qui habitent avec elle le Canada, qu'elle se montrera largement généreuse envers une oeuvre vouée tout entière aux intérêts de l'Eglise et de la Patrie".

Avec le dévoué recteur de l'Université Laval, nous espérons "qu'on donnera de grand coeur, avec fierté, en pensant aux positions si enviables des gradués de Laval dans le clergé, les professions libérales, la direction de notre province, dans bien des postes éminents des autres provinces ou du gouvernement fédéral".

Donnons donc, sans compter, à Laval, le rempart de notre nationalité!

L'AIDE A LAVAL

«Laval. Le rempart de notre nationalité». Document promotionnel pour la campagne de souscription de 1920. (Division des archives de l'Université Laval).

Si le dossier de la formation scientifique aboutit, celui de l'enseignement supérieur dans les «hautes études commerciales» voulu par les anciens de l'Académie commerciale, soutenu par la communauté d'affaires de Québec et appuyé par le premier ministre Taschereau souffre dans les années 1920 de fortes réticences de l'université à considérer un projet qui ne serait qu'une extension à un niveau supérieur des cours de niveau secondaire de Frères des Écoles chrétiennes, sans élévation suffisante des compétences des professeurs et du niveau des programmes. Mise en place à la fin des années 1920, l'École supérieure de commerce des Frères des Écoles chrétiennes sera affiliée en 1931, puis, avec l'appui d'une subvention de la ville de Québec et d'une autre de 200 000 \$ du gouvernement provincial, elle se construit dans le Vieux-Québec (angle Cook et Chauveau), envoie ses professeurs se perfectionner et parvient à voir reconnaître ses enseignements en 1938 au niveau de la licence en sciences commerciales.

Même si au tournant des années 1940, l'Université Laval dépasse à peine les 1 000 étudiants, les facultés s'organisent et se subdivisent en départements et il faut s'attendre à la fin de la guerre à de grands développements. Partagée entre ses deux campus, l'université se verra entraînée plus à l'ouest par la recherche de l'archevêché et du Séminaire de vastes terrains pour loger son



L'Aide à Laval.
Document promotionnel.
(Division des archives de
l'Université Laval).

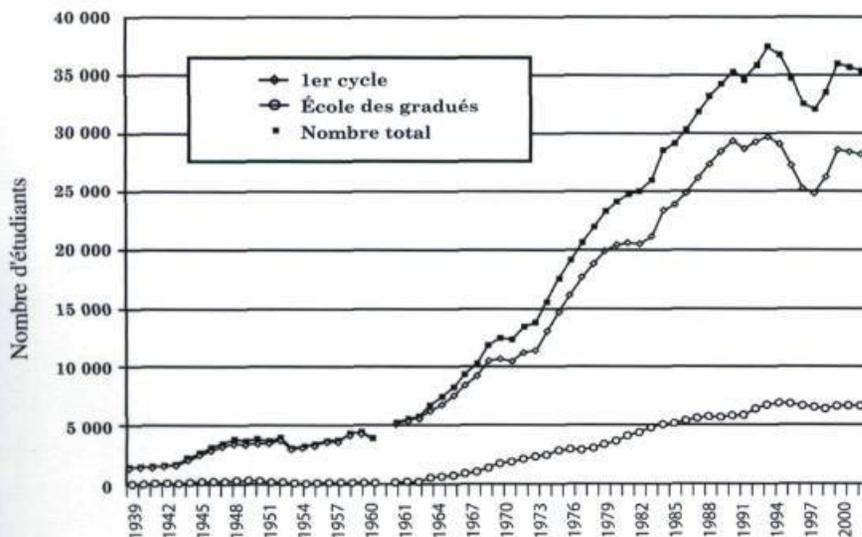
Grand Séminaire et l'ensemble des propriétés épiscopales. Après avoir considéré le campus des sciences et l'avoir rejeté pour son exiguïté par rapport aux projets de l'architecte Cormier, le Séminaire acquiert la propriété Brophy, en avril 1942, puis, à l'instigation du supérieur du Grand Séminaire, Ernest Lemieux, jette son dévolu sur une partie de celle adjacente des Frères des Écoles chrétiennes s'étendant jusqu'au chemin du Vallon

pour accueillir le reste de l'université. Décidée en 1944, cette acquisition se réalise au terme de dures négociations, par lesquelles les Frères des Écoles chrétiennes obtiennent un terrain pour construire leur École de commerce et une garantie d'en conserver la direction. L'université va rejoindre, dans la petite municipalité de Sainte-Foy de nombreuses institutions et communautés religieuses, qui, en 1942, comptent pour environ 40 % de ses 3 000 habitants.

L'installation de l'Université Laval dans la future Cité universitaire de Sainte-Foy requerrait des investissements considérables, dépassant de loin les capacités du Séminaire qui assumait déjà un déficit annuel substantiel en plus d'une contribution cumulée de plus de 3,5 millions \$. Pour financer une partie de ce projet, le Séminaire décide, en 1947, à l'approche de son centenaire, de lancer une vaste souscription publique avec un objectif de 10 millions \$, tout en comptant sur des contributions gouvernementales. La souscription atteint son objectif et permet de contribuer directement à l'acquisition et à l'aménagement des terrains, à la construction du pavillon d'arpentage et de génie forestier et même à un fonds de pension pour les professeurs et employés. Elle constitue la première d'une succession de campagnes de souscriptions ciblées sur des projets de construction particuliers et rejoignant des contributeurs aux intérêts les plus compatibles : ainsi dès 1949-1950, l'École de commerce recueille 1,5 million pour la construction de son pavillon, dont 300 000 de la ville de Québec; d'importantes donations privées permettent l'ouverture en 1957 de la résidence Biermans-Moreau et la campagne de l'«Aide aux étudiants» de 1,2 million celle de la cafétéria Maurice-Pollack du nom d'un des importants contributeurs.

Graphique 2

Estimation du nombre d'étudiants à l'Université Laval, 1938-1939 à 1959-1960 et septembre 1960-2000.



Années académiques 1939-1960, septembre 1960 +

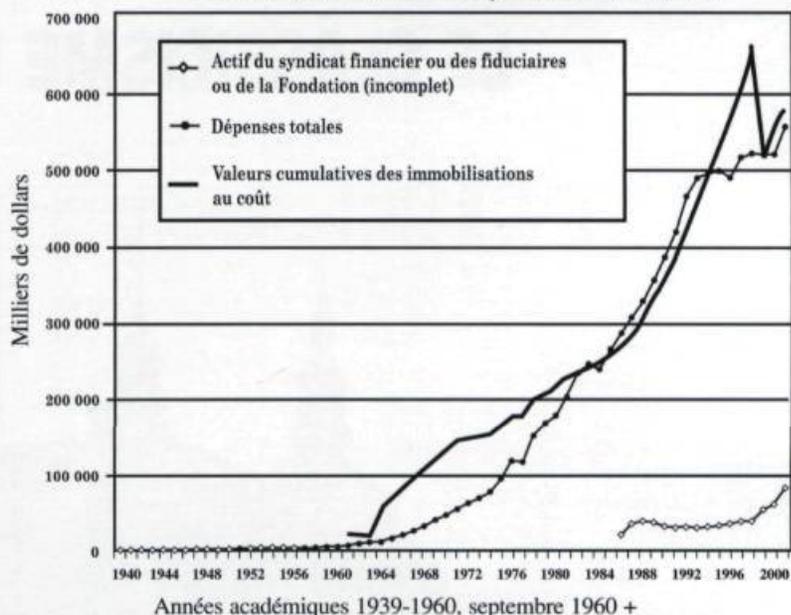
Si le secteur privé s'implique plus activement dans le nouveau campus, le Séminaire s'en retire d'abord financièrement en 1955 par l'application du rapport Marceau et Martin prévoyant la répartition des actifs et des dépenses entre lui et l'université, puis sur le plan administratif par l'adoption des statuts de 1965 et de la nouvelle charte de 1970. En plus de participer aux souscriptions, l'État provincial prend à sa charge, à compter du milieu des années 1950 et plus nettement pendant la Révolution tranquille, l'essentiel des grands investissements des années 1960 dans les pavillons de facultés et de services, en plus d'une partie grandissante des dépenses courantes. Les campagnes de souscriptions s'inscrivent dorénavant en complémentarité avec les subventions gouvernementales, celle de 1966 recueille quelque 20 millions, à

bonne distance toutefois de son objectif de 35 millions, et devait contribuer à des projets nécessaires mal appuyés par un financement gouvernemental débordé. La Fondation de l'Université Laval liée plus directement aux diplômés prend alors la relève du syndicat des fiduciaires pour gérer le produit de vastes campagnes de financement qui, à compter de 1985, recueillent des dizaines de millions et s'ajoutent à des contributions annuelles substantielles des anciens et de la communauté universitaire devant assurer, notamment, le financement de programmes récurrents pour les besoins de l'enseignement et de la recherche.

Si le milieu s'est impliqué dans le financement de l'université, c'est aussi parce que les retombées économiques de la présence de l'Université Laval sur la ville et la région de Québec sont devenues considérables. La croissance remarquable du nombre d'étudiants (graphique 2) de 3 000 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à 5 000 au début des années 1960 et à un plateau d'environ 35 000 dans les années 1990 s'accompagne d'une forte augmentation du nombre d'employés de l'université à environ 4 000. Le nombre de professeurs à temps plein dépasse la centaine au tournant des années 1950, le millier au début des années 1970 et un sommet d'environ 1 700 en 1995, alors que le personnel non enseignant atteint les 2 000 vers 1975 et les 2 500 dans la première moitié des années 1980 pour décliner à moins de 2 000 en 1998. Deux études de Pierre Fréchette et de son équipe démontrent successivement pour 1991-1992 et 1997-1998 que le poids de ces retombées atteint respectivement 610 millions et 747 millions avec le maintien de quelque 10 000 emplois dans la région. Les dépenses annuelles de l'université en salaires et en biens et services (graphique 3) contribuent pour près de 85 % des retombées, les dépenses des étudiants pour environ 15 % et le reste provenant des visiteurs. De 1957 à 2001, l'Université Laval a dépensé plus de 9,5 milliards et investi en immobilisations quelque 600 millions dans son campus et ses installations. Géographiquement, ces retombées ont d'abord eu tendance à se concentrer dans les villes de Sainte-Foy, de Sillery et de Québec, devenues récemment des arrondissements de la nouvelle ville de Québec, mais elles s'étendent maintenant à l'ensemble de la région métropolitaine. Plus important encore, les générations successives de diplômés de toutes disciplines ont fourni les compétences nécessaires à l'économie de service public et institutionnel qui caractérise nettement depuis la Deuxième Guerre mondiale la région métropolitaine de Québec. À compter du milieu des années 1980, l'université s'implique même directement dans la vocation d'avance-

Graphique 3

Valeur des dépenses annuelles et des immobilisations cumulées de l'Université Laval et actif du syndicat financier, des fiduciaires ou de la Fondation de l'université, au 31 mai 1940-2001.



ment technologique et industriel de la région (GATIQ) en reliant sa recherche au développement industriel et en contribuant à la mise en place d'un Parc technologique du Québec métropolitain. ♦

Marc Vallières est professeur d'histoire à l'Université Laval.

Note : les estimations de clientèle étudiante représentées dans les graphiques s'appuient sur les listes d'étudiants inscrits et sur les compilations d'étudiants par facultés, écoles et niveaux publiées dans les annuaires de l'Université, rapports annuels et publications statistiques. Autant que possible, nous avons exclu les étudiants séminaristes et en théologie d'avant 1934 malgré leur importance numérique, les étudiants dans des études pré-universitaires (par exemple du baccalauréat ès arts des collèges classiques, d'écoles affiliées de niveau secondaire ou collégial, les infirmières notamment, certains groupes d'étudiants en musique, etc.) ou les étudiants déjà inscrits dans d'autres facultés (ex. à certaines périodes à la faculté des arts).

Pour en savoir plus :

Jean Hamelin. *Histoire de l'Université Laval. Les péripéties d'une idée*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995. 341 p.

Paul-André Laberge. *L'Université Laval, 1952-1977 vers l'autonomie*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978. 93 p.

Paul-André Laberge. «Histoire de l'Université Laval (1920-1952)». Québec, Université Laval, 1984. 327 p. (texte photocopié déposé aux Archives de l'Université Laval).

Pierre Fréchette, Paul Villeneuve, Mario Boisvert et Marius Thériault. *L'impact économique et spatial de l'Université dans la région métropolitaine de Québec en 1991-1992*. CRAD-LATIG, Université Laval, mai 1992, 57 p. Mis à jour par Pierre Fréchette et Véronique Robichaud, *L'impact économique de l'Université dans la région métropolitaine de Québec en 1997-1998*, CRAD, 1999, 21 p.